

Révolution Sociale



Février 2023



travailsocial.npa92@protonmail.com



revolution.sociale.npa



Révolution sociale - militant.e.s
du secteur social du NPA

APRÈS LA GRÈVE DU 19 JANVIER : ON IRA JUSQU'AU RETRAIT !

La journée de grève et de mobilisation du 19 janvier a été un succès : les organisations syndicales ont compté plus de deux millions de manifestant.es, et même la police a reconnu le défilé de plus d'un million de personnes. C'est plus que le 5 décembre 2019, au début du précédent mouvement pour les retraites.

La grève a été suivie dans des secteurs très divers du monde du travail : à plus de 50 % chez EDF, 66 % chez Enedis, 40 % chez Engie et GRDF, 70 à 100 % dans les raffineries de Total, près de 50 % à la SNCF dont plus de 75 % chez les conducteurs et conductrices, près de 70 % dans l'Éducation... Elle a aussi été suivie dans des usines de l'automobile et de la métallurgie, dans l'agro-alimentaire, à La Poste ou encore dans la presse !

Après ce succès, alors même que la journée avait été appelée tardivement par les organisations syndicales, celles-ci ont annoncé une prochaine journée de grève nationale non pas dès la semaine suivante, mais seulement le 31 janvier.

De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat !

Sans surprise, le gouvernement prétend toujours qu'il ira jusqu'au bout, car cette réforme serait « juste » et « nécessaire »... Que de mensonges ! Il n'y a rien de juste à exiger plus de temps de cotisation de la part des travailleurs.ses, alors que les capitalistes se gavent sur leur dos et que les riches sont toujours de plus en plus riches.

De l'argent pour financer les retraites, on peut en trouver. Si les femmes gagnaient, et donc cotisaient, autant que les hommes, cela apporterait 5,5 milliards d'euros supplémentaires aux caisses de retraite. Et que se passerait-il si les salaires augmentaient vraiment, pour suivre l'inflation ? Là encore, les milliards tomberaient.

Si nous reprenions au patronat ce qu'il nous vole, nous pourrions assurer l'avenir du système de retraites actuel...

Et même revenir à un âge de départ à 60 ans, avec 37,5 annuités de cotisation, voire moins pour les métiers les plus pénibles et éreintants.

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !

L'argent des retraites, c'est celui des cotisations des salarié.es. Ce n'est pas au patronat et aux gouvernements de décider de ce que l'on en fait : c'est à nous seuls, qui faisons tourner la société au quotidien.

Dans une économie qui produit toujours plus, il devrait être normal que ceux et celles qui créent les richesses par leur travail profitent de plus de temps de repos... C'est aussi une mesure logique : comment dire aux jeunes de cotiser plus longtemps, si les boulots sont encore occupés par les plus âgés ? Ou comment dire aux plus âgés de rester au boulot plus tard, si leurs patrons embauchent des jeunes ? Si on travaillait moins, on pourrait travailler tous, et mieux !

Tous et toutes ensemble : grève générale !

Cette réforme est une étape de plus dans l'offensive contre les droits des travailleurs et travailleuses. À qui doivent profiter les richesses ? À la minorité qui tient l'économie ou à la majorité qui fait tout fonctionner ?

Sans nous, rien n'est possible. C'est ce que nous montrons quand nous sommes en grève. Il faudra donc l'être plusieurs jours de suite. Des syndicats, comme dans l'Éducation, appellent à démarrer une grève reconductible le 31 janvier. Dans les raffineries et l'énergie, ce sera à partir du 6 février.

À nous de décider de nos rythmes et de nos moyens d'action : partout, nous devons réunir des assemblées générales, dans nos lieux de travail, dans nos villes ou départements, de manière interprofessionnelle. Ces AG nous permettront de tou.tes nous organiser pour étendre la grève reconductible, faire grossir les rangs des manifestations, mener des actions et bloquer le pays... jusqu'à ce que le gouvernement n'ait d'autre choix que de céder !



Brèves



Gouvernement et patronat main dans la main pour sabrer nos conventions

Alors que la gronde des salarié.es est forte et qu'un front syndical CGT/SUD/FO s'oppose au projet de convention collective unique des employeurs, le ministère tente de contourner cela en décidant de recalculer la représentativité et décide que toutes les organisations syndicales et patronales auraient le droit de vote.

Une nouvelle preuve que le "dialogue social" n'est qu'un leurre et qu'il faudra créer le rapport de force nécessaire pour ne pas perdre nos conquits sociaux et les améliorer.

Echo des luttes : Unapei (13), les PEP (19)...

L'année 2022 a été de nouveau une année avec de nombreuses mobilisations dans le secteur. Nous avons pu comptabiliser pas moins de 140 grèves.

En ce début 2023, la situation dans nos établissements, nécessite de toujours se battre. Du côté de l'UNAPEI (13), 200 salarié.es étaient mobilisé.es contre la répression syndicale, le rejet d'une expertise sur les risques psychosociaux ou encore pour des augmentations de salaires. C'est également pour cette dernière raison que 90 salarié.es du Relais Ozanam et de l'Oiseau Bleu, en Isère, ont débrayé le 12 janvier dernier.

Enfin, près de Tulle (19), 45 salarié.es (sur 65) d'un IME des PEP 19 étaient en grève le 16 janvier. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase : l'annonce de la fermeture d'un bâtiment d'internat entraînant « le départ de gamins souvent fragiles ». Une violence également pour les professionnel.les qui voit leur travail détruit. Une conséquence d'un virage « inclusif » sans aucun moyen réel.

En Guyane, le retour de « la mission civilisatrice » de la colonisation

Depuis 2005, un système de famille d'accueil sur le littoral a été mis en place pour faciliter l'accès à l'école des élèves des communes de l'intérieur. Un système qui prolonge les violences éducatives perpétrées pendant la colonisation par l'Etat français et l'Eglise catholique (« Home Indiens »).

Les jeunes Amérindiens ou Noirs marrons de Guyane (descendant.es d'esclaves qui se sont révoltés) dénoncent les cas de maltraitements généralisés et de discriminations qu'ils subissent avec leurs lots de conséquences. Sur les 210 familles hébergeantes, une vingtaine de cas graves sont signalés chaque année sans remise en cause par les autorités locales.

Une situation que les communautés autochtones et noires marrones, le Grand Conseil coutumier, tentent de prendre en main comme l'atteste l'organisation le mois dernier, d'un séminaire sur les enjeux de la scolarisation et la persistance des violences éducatives héritées de la colonisation. Au cœur des revendications : une réforme de ce système des familles hébergeantes.

France Travail, c'est la généralisation du contrôle social !

Les premières pistes issues des groupes de travail sont plutôt claires : l'objectif de France Travail est d'inscrire toutes les personnes 'dépourvues d'emploi' grâce à la mise en place d'un portail d'inscription commun et les orienter dès la fin de l'inscription 'vers le bon référent'....

Le but essentiel ? Mettre en place un 'contrat unique d'engagement' pour tous les inscrit.es avec la possibilité de mentionner la condition d'activité de 15/20 heures. Et donc étendre les sanctions en 'renforçant l'action et les moyens des plateformes du contrôle de l'activité'

